

Après la grève du 26 janvier

Hier 26 janvier, dans l'Education nationale en particulier, la grève a été importante. Dans les collèges, pour l'abrogation de la réforme du collège et pour la valeur du point d'indice, plus de 50% des professeurs étaient en grève, davantage qu'aux trois grèves précédentes. Loin de diminuer, la mobilisation est à nouveau montée d'un cran. Dans les écoles et les lycées, la grève a été suivie de manière importante, plus de 30% de grévistes dans les écoles. Les personnels de toutes catégories ont exprimé avec netteté qu'ils refusent le blocage des salaires, qu'ils refusent la mise en œuvre de la refondation de l'école avec les rythmes scolaires, avec la réforme du collège, avec l'école des territoires, avec la réforme territoriale et la mutualisation des services, avec les fusions d'universités, avec la régionalisation de la formation professionnelle initiale et continue, avec les remises en cause incessantes des garanties statutaires et les suppressions de postes dans tous les services et établissements.

Le mécontentement et le malaise sont profonds.

Avec tous les fonctionnaires de tous les ministères, avec tous les salariés, les personnels de l'Education nationale n'en veulent plus !

Hier 26 janvier, les personnels de l'Education nationale ont exprimé ce mécontentement et ce malaise avec des centaines de milliers de fonctionnaires -à l'appel des fédérations de fonctionnaires FO, CGT, Solidaires avec le soutien de la FSU-, avec le soutien des confédérations FO et CGT. Ils ont exprimé par la grève et la manifestation leur volonté de mettre un coup d'arrêt à la politique du gouvernement de blocage des salaires et de saccage des services publics par l'aggravation sans fin de la politique d'austérité et la multiplication de contre-réformes.

Imperturbable, la ministre n'entend rien, elle ne dit rien, elle ne parle pas de la grève, elle pratique la politique de l'autruche, elle truque les chiffres de grévistes, elle refuse de recevoir les organisations syndicales du second degré, elle pratique « son » dialogue social et refuse d'entendre les revendications.

Conformément à toute la politique d'austérité du gouvernement qui utilise l'état d'urgence pour aggraver sa politique d'austérité et remettre en cause le code du travail, elle prétend continuer !

Pour la FNEC FP-FO, les enseignants et toutes les catégories de personnel sont fondés à se poser la question de tout arrêter pour être enfin entendus.

Ni les mensonges, ni les campagnes d'opinion, ni les mesures d'intimidation n'ont empêché l'expression de ce malaise profond appuyé sur des revendications précises : les personnels n'en peuvent plus.

Dans ces conditions, le débat à l'ordre du jour des assemblées générales, des réunions d'information et des instances syndicales, n'est-il pas celui de se préparer à tout arrêter, à tout bloquer pour être entendus ?

Montreuil, le 27 janvier 11h